



**Conférence des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr. générale  
3 août 2011  
Français  
Original: anglais

---

**Conseil du commerce et du développement**  
**Commission de l'investissement, des entreprises et du développement**  
**Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes  
internationales de comptabilité et de publication**  
**Vingt-huitième session**  
Genève, 12-14 octobre 2011  
Point 3 de l'ordre du jour provisoire  
**Cadre pour le renforcement des capacités concernant  
la publication d'informations de qualité par les entreprises**

**Cadre pour le renforcement des capacités concernant  
la publication d'informations de qualité par les entreprises:  
questionnaire d'évaluation**

**Note du secrétariat de la CNUCED**

*Résumé*

Conformément à la décision que les États membres ont adoptée à la vingt-septième session du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (ISAR), le secrétariat de la CNUCED a établi un questionnaire d'évaluation. Celui-ci est structuré en fonction des piliers du cadre pour le renforcement des capacités défini dans les documents TD/B/C.II/ISAR/56 et TD/B/C.II/ISAR/56/Add.1, qui ont été examinés à la vingt-septième session de l'ISAR.

Ce questionnaire donne des orientations pour l'évaluation et la comparaison des capacités des pays concernant la publication d'informations de qualité par les entreprises, afin de recenser les lacunes et de décider de la marche à suivre. Il contient des questions détaillées sur les éléments essentiels qui doivent être en place dans un pays pour garantir que les rapports des sociétés sont de qualité et sont établis conformément aux normes et bonnes pratiques internationales.

Le présent questionnaire est soumis à l'examen de l'ISAR, à sa vingt-huitième session.

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Généralités .....	3
II. Liste des abréviations.....	6
III. Liste de définitions.....	6
IV. Pilier A – Cadre légal et réglementaire.....	8
V. Pilier B – Cadre institutionnel .....	31
VI. Pilier C – Capacités humaines .....	37
VII. Pilier D – Processus de renforcement des capacités .....	47

## I. Généralités

1. À sa vingt-septième session, le Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (ISAR) a souligné la nécessité que les entreprises publient des informations de qualité afin de faciliter la mobilisation de ressources financières intérieures et internationales et de susciter la confiance des investisseurs. Il a pris note des problèmes d'application posés par le nombre croissant de normes et de codes internationaux relatifs à la publication d'informations par les entreprises, et a mis l'accent sur la nécessité d'adopter une approche cohérente en matière de renforcement des capacités dans ce domaine.

2. Au cours des délibérations sur ce point, l'ISAR s'est entendu sur les éléments essentiels d'un cadre pour le renforcement des capacités concernant la publication d'informations financières et non financières de qualité par les entreprises, notamment:

- Le cadre juridique et réglementaire;
- Le cadre institutionnel;
- Les capacités humaines;
- Le processus de renforcement des capacités.

3. Le Groupe d'experts a aussi reconnu l'utilité d'élaborer des outils d'évaluation des progrès accomplis en matière de renforcement des capacités, ainsi que les priorités du processus de renforcement des capacités. Il a prié la CNUCED de poursuivre la mise au point d'une méthode d'évaluation.

### A. Objectif du questionnaire d'évaluation

4. Le questionnaire a pour objectif de donner des orientations aux parties intéressées sur l'évaluation et la comparaison des capacités des pays concernant la publication d'informations de qualité par les entreprises, afin de recenser les lacunes et de décider de la marche à suivre. Il est à la fois un outil d'évaluation quantitative et un guide de l'utilisateur, formulant des suggestions sur ce qui doit être fait au niveau national pour garantir la publication d'informations de qualité par les entreprises. Les comparaisons peuvent être exclusivement internes – un pays évaluant les progrès qu'il a accomplis dans le temps – ou, si les États membres y participant le souhaitent, elles peuvent être externes – comparaison avec les capacités d'autres États membres. Cet outil vise à aider les décideurs à recenser les domaines prioritaires pour la poursuite du renforcement des capacités et de l'assistance technique.

5. La version initiale du questionnaire a été modifiée et mise à jour après consultation des experts présents à diverses tables rondes nationales, ainsi que des experts du Groupe consultatif sur le renforcement des capacités.

6. On a eu recours à des tests pilotes pour valider les questions et améliorer le contenu général du questionnaire. Des observations ont été ajoutées pour accroître la clarté et l'objectivité, afin de s'assurer de l'utilité du questionnaire en tant qu'outil d'évaluation.

### B. Qui devrait remplir le questionnaire?

7. Le questionnaire est soumis à l'examen de l'ISAR, à sa vingt-huitième session. Une fois achevé, il sera diffusé auprès des États membres et des autres parties intéressées. Il vise à permettre aux pays d'évaluer eux-mêmes leurs capacités au niveau national, mais il

importe de pouvoir comparer les résultats entre les pays, par exemple, afin d'évaluer la situation dans une région donnée. À cet égard, il peut s'avérer nécessaire de faire appel à une équipe d'experts pour remplir toutes les parties du questionnaire, et donc de coordonner les réponses par le biais d'un organe local tel que l'autorité ministérielle compétente ou un organe comptable national. Il faut faire particulièrement attention aux qualifications des experts participant à l'évaluation.

### **C. Type de questions: faits observables, questions fermées**

8. Afin de s'efforcer d'être aussi objectif que possible et de proposer un cadre commun au niveau mondial, le questionnaire appelle des réponses binaires («Oui/Non»), fondées sur les faits observables, concernant les capacités d'un pays en matière de comptabilité et d'information. Cela s'explique par l'objectif du projet, qui est d'obtenir des éléments de comparaison quantitative. Il s'agit aussi d'éviter tout double emploi avec d'autres projets mondiaux tels que les rapports de la Banque mondiale sur l'observation des normes et codes, les enquêtes internationales et nationales et autres initiatives importantes qui visent à procéder à une analyse qualitative de la publication d'informations de qualité par les entreprises. Il n'existe pas de réponse «ne s'applique pas» et les questions portent sur des points fondamentaux qui devraient être pertinents pour tous les pays. À de rares exceptions, lorsqu'une réponse «ne s'applique pas» se justifie, la formule est ajustée pour tenir compte d'un nombre plus réduit de questions (voir la formule exposée plus bas). De même, il n'y a pas de question ouverte qui risque de donner lieu à une appréciation subjective et de diminuer l'intérêt de cet outil d'évaluation comparative des progrès accomplis dans le temps.

9. Le questionnaire contient un certain nombre de questions qui portent sur un même domaine: certaines personnes interrogées peuvent répondre «Oui» à des questions quasiment semblables plus d'une fois. Par exemple, il est demandé si les normes internationales d'information financière (IFRS) sont obligatoires et si elles sont autorisées. Dans les pays où elles sont obligatoires, les personnes interrogées répondront «Oui» aux deux questions, alors que dans les pays où les IFRS sont autorisées, elles ne répondront «Oui» qu'à la deuxième question. Cette approche permet d'obtenir des réponses plus détaillées sur la situation exacte des pays, tout en différenciant ceux qui ont accompli davantage de progrès que les autres dans l'application des normes internationales et dans le renforcement des capacités de publication d'informations par les entreprises.

10. Le questionnaire comprend une colonne «Observations» qui permet aux personnes interrogées de donner des informations complémentaires sur une question précise lorsque des éclaircissements sont nécessaires. Il existe aussi une colonne «Sources d'information» dans laquelle les personnes interrogées doivent indiquer, par exemple, les lois, normes ou réglementations sur lesquelles se fonde la réponse donnée, afin que les utilisateurs puissent consulter les principales sources mentionnées pour obtenir de plus amples informations.

### **D. Référence aux critères internationaux largement acceptés**

11. Le questionnaire fait référence à une série de normes internationales et de critères largement acceptés dans des domaines connexes afin d'évaluer la qualité des informations publiées par les entreprises dans les pays concernés. Lorsque la personne interrogée renvoie à un ensemble précis de normes, de lignes directrices, de codes et autres textes, elle devrait toujours se reporter à la version actuelle.

## E. Méthode de calcul utilisée pour les évaluations

12. La méthode statistique utilisée est la suivante:

- Le questionnaire est subdivisé en fonction des piliers définis dans le cadre de renforcement des capacités: A – cadre réglementaire, B – cadre institutionnel et C – renforcement des capacités humaines. Le pilier D – processus de renforcement des capacités – ne fait pas partie de la méthode d'évaluation, mais devrait être utilisé comme moyen d'améliorer la capacité des entreprises de publier des informations de qualité;
- Chaque pilier comprend un certain nombre d'indicateurs. Il existe neuf indicateurs pour le pilier A, quatre pour le pilier B et huit pour le pilier C. Tous les indicateurs sont assortis d'une série de questions, dont certaines font l'objet d'une liste de contrôle;
- La méthode proposée aboutit à un taux de comparaison de 100 % pour chacun des domaines évalués. Le nombre d'indicateurs et de questions peut être modifié tout au long du processus si de nouvelles suggestions sont formulées au sujet des questions et des indicateurs;
- La formule ci-après est utilisée pour évaluer chaque indicateur:  $A_i = \Sigma (Y/CL)/Q_i$ .

Soit:

Y = oui, ou toute réponse positive, dont la valeur est égale à 1 pour chacun des indicateurs (une réponse négative équivaut à 0);

i = de l'indicateur 1 à l'indicateur I du pilier concerné;

CL = liste de contrôle relative à des questions précises sur certains indicateurs du pilier concerné; lorsqu'une question ne fait pas l'objet d'une liste de contrôle, CL = 1, car il n'existe qu'une question sur le domaine connexe<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Exemple concernant le pilier A:

- Dans les 9 indicateurs du pilier A, l'indicateur A.1 comprend 16 questions, les questions 1, 2, 3, 4, 8 et 15 font l'objet d'une liste de contrôle.
- L'évaluation des capacités au titre du pilier A correspondra à la somme des 9 indicateurs (information financière; secteur public; vérification des comptes; publication d'informations sur l'environnement, les questions sociales et la gouvernance; application, contrôle et respect; autorisation des commissaires aux comptes; gouvernance d'entreprise; déontologie; enquêtes, sanctions et recours) divisée par 9.
- L'évaluation des capacités dans chacun des neuf domaines (indicateurs) du pilier A se fera en utilisant la formule indiquée plus haut.
- L'indicateur A.1 comprend 16 questions, dont 4 (questions 1, 2, 3 et 4) sont assorties de 4 questions de contrôle 1 (question 8) de 60 questions et la dernière (question 15) de 34 questions. Si, par exemple, on arrive à 6 réponses positives sur 16, la formule sera utilisée pour les questions sans liste de contrôle et les réponses positives à toutes les questions qui font l'objet d'une liste de contrôle.  
 $[4/4 + 4/4 + 4/4 + 4/4 + 0/1 + 1/1 + 1/1 + 60/60 + 0/1 + 0/1 + 0/1 + 1/1 + 1/1 + 1/1 + 34/34 + 1/1]/16 = 0,75$ .
- La formule destinée à évaluer les capacités au titre du pilier A est la suivante:  $IA = \Sigma A_i/9$ ,  $A_i$  correspondant aux capacités évaluées pour chacun des indicateurs du pilier A et 9 étant le nombre d'indicateurs du pilier A.

## II. Liste des abréviations

GRI	Global Reporting Initiative
IAASB	Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance
IAESB	Conseil des normes internationales de la formation comptable
IASB	Conseil international des normes comptables
IES	Normes internationales de formation
IESBA	Conseil des normes internationales de déontologie comptable
IFAC	Fédération internationale des experts comptables
IFRIC	Comité d'interprétation des normes internationales d'information financière
IFRS	Normes internationales d'information financière
INTOSAI	Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques
SMO	Déclarations des obligations des membres de l'IFAC
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
IPSASB	Conseil des normes comptables du secteur public
ISA	Normes internationales d'audit
OCDE	Organisation de coopération de développement économiques
PME	Petite et moyenne entreprise
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

## III. Liste de définitions

**Technicien comptable:** personne qualifiée qui effectue de nombreuses tâches quotidiennes de comptabilité. Les techniciens comptables peuvent travailler seuls dans de petites organisations. Dans les grandes organisations, ils aident normalement les comptables. Ils travaillent généralement au niveau opérationnel et prennent des décisions correspondant à leurs fonctions, sous la direction d'un comptable, le cas échéant. Les techniciens comptables travaillent dans tous les types d'organisation, notamment dans le secteur du commerce et de l'industrie, dans l'administration, dans les services publics et dans des cabinets privés. Ils peuvent évoluer vers des postes plus élevés ou acquérir des qualifications plus poussées lorsqu'ils ont achevé leur formation de technicien, formation fondée sur les normes professionnelles des techniciens comptables mises au point en 2005 par la Fédération des comptables d'Afrique de l'Est, d'Afrique centrale et d'Afrique australe.

**Commissaire aux comptes:** expert comptable à qui on a confié ou délégué la responsabilité d'exprimer des jugements importants dans le cadre de la vérification d'informations financières historiques (source: IAASB).

**Formation préalable:** période précédant l'acquisition de la qualité de membre d'un organe membre de l'IFAC; généralement associée à des activités et des obligations de perfectionnement des compétences de ceux qui ne sont pas encore admis dans la profession (source: IAESB).

**Expert comptable:** personne qui est membre d'un organe membre de l'IFAC (source: IFAC).

**Entités d'intérêt public:** 1) sociétés cotées dont les titres sont négociés sur un marché boursier autorisé, 2) établissements financiers réglementés tels que les banques et les compagnies d'assurances et 3) sociétés présentant un intérêt national notable en raison de la nature de leur activité, de leur taille ou du nombre de leurs salariés (source: documents sur l'IFAC, cabinet KPMG et table ronde sur la gouvernance des entreprises russes organisée par l'OCDE en coopération avec la Banque mondiale).

**Entités du secteur public:** comprennent les entités relevant de gouvernements nationaux, régionaux (par exemple États, provinces ou territoires) et locaux (métropole, municipalité) et les entités parapubliques telles que les organismes, les conseils, les commissions et les entreprises (source: IPSASB).

## Projet de questionnaire d'évaluation des capacités d'un pays de produire des rapports d'entreprise de qualité

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
<b>IV. Pilier A – Cadre légal et réglementaire</b>						
Indicateur	A.1	Information financière				
Questions	1.1	La réglementation nationale exige-t-elle l'application des IFRS <sup>3</sup> de la totalité pour:	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Liste de contrôle des questions 1.1	1.1.1	Les sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.1.1.1	Les sociétés nationales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.1.1.2	Les sociétés enregistrées à l'étranger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.1.2	Le secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.1.3	Le secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.1.4	Les autres entités d'intérêt public				
	1.2	La réglementation nationale autorise-t-elle l'application <sup>4</sup> de la totalité des IFRS pour:				
Liste de contrôle des questions 1.2	1.2.1	Les sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.2.2	Le secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.2.3	Le secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.2.4	Les autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

*Note:* Dans le présent tableau, l'expression «Information financière» est utilisée dans un sens large qui englobe les informations financières et non financières. Elle concerne les entités de tous les secteurs, notamment les sociétés cotées ou non, les banques, les compagnies d'assurance, les PME et les entités du secteur public.

<sup>1</sup> Prière d'indiquer les références qui étayent les réponses données aux questions respectives.

<sup>2</sup> Prière de formuler dans cette colonne des observations succinctes sur les réponses aux questions respectives.

<sup>3</sup> Par «totalité des IFRS», on entend la version complète des IFRS, à l'exclusion des IFRS pour les PME.

<sup>4</sup> Si la réponse à la question 1.1 est «Oui», prière de répondre «Oui» à la question 1.2. Étant donné qu'il est plus strict d'exiger que d'autoriser l'application des IFRS, les pays qui exigent déjà l'application des IFRS devraient répondre «Oui» aux deux questions.

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	1.3	Des états financiers distincts doivent-ils être établis conformément à la totalité des IFRS?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.4	L'adoption anticipée des IFRS est-elle encouragée dans le pays (le cas échéant)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.5	Existe-t-il une procédure régulière officielle pour la traduction des IFRS dans la langue nationale <sup>5</sup> ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.6	Existe-t-il une procédure régulière officielle pour la mise à jour des normes comptables dans les lois, règles et règlements?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.7	Existe-t-il une procédure régulière officielle pour éclaircir ou lever tout doute ou désaccord au sujet de l'application des normes comptables?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8	Le cadre réglementaire national des sociétés cotées et des autres entités d'intérêt public <sup>6</sup> porte-t-il sur les aspects suivants <sup>7</sup> , conformément à la version actuelle des IFRS publiée par l'IASB?				
Liste de contrôle des questions 1.8	1.8.1	Cadre théorique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.2	Paiement fondé sur des actions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.3	Regroupements d'entreprises	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.4	Contrats d'assurance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.5	Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.6	Prospection et évaluation de ressources minérales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.7	Instruments financiers: comptabilisation et évaluation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.8	Instruments financiers: présentation et informations à fournir	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.9	Secteurs opérationnels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.10	Présentation des états financiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

<sup>5</sup> Pour les pays où l'anglais est la langue nationale, prière de répondre «Oui».

<sup>6</sup> Entités d'intérêt public: sociétés cotées dont les titres sont négociés sur un marché boursier autorisé; établissements financiers réglementés tels que les banques et les compagnies d'assurances; et sociétés présentant un intérêt national notable en raison de la nature de leur activité, de leur taille ou du nombre de leurs salariés.

<sup>7</sup> Si la réponse à la question 1.1 est «Oui», prière de répondre «Oui» à la question 1.8.

			<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Sources d'information</i> <sup>1</sup>	<i>Observations</i> <sup>2</sup>
	1.8.11	Stocks	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.12	Tableau des flux de trésorerie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.13	Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.14	Événements postérieurs à la clôture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.15	Contrats de construction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.16	Impôts sur le revenu	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.17	Immobilisations corporelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.18	Contrats de location	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.19	Produits	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.20	Avantages du personnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.21	Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.22	Effets des variations de cours des monnaies étrangères	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.23	Coûts d'emprunt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.24	Information relative aux parties liées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.25	Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.26	États financiers consolidés et individuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.27	Participations dans des entreprises associées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.28	Information financière dans les économies hyperinflationnistes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.29	Participations dans des coentreprises	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.30	Résultat par action	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.31	Dépréciation d'actifs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.32	Information financière intérimaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.33	Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.34	Immobilisations incorporelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

			<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Sources d'information</i> <sup>1</sup>	<i>Observations</i> <sup>2</sup>
	1.8.35	Immeubles de placement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.36	Agriculture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.37	Changements concernant les obligations liées à la mise hors service, à la restauration et à d'autres passifs analogues	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.38	Parts des membres dans les coopératives et instruments du même type	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.39	Déterminer si un contrat comprend une location	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.40	Droits à des participations provenant de fonds de mise hors service, de restauration et de réhabilitation de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.41	Passifs découlant de la participation à un marché spécifique – matériel électrique et électronique mis au rebut	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.42	Retraitement des informations financières dans les économies hyperinflationnistes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.43	Information financière intérimaire et dépréciation d'actifs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.44	Contrats de concession de services	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.45	Programme de fidélisation de la clientèle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.46	Limite sur les prestations prédéfinies, besoins de financement minimum et leur interaction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.47	Accords de construction immobilière	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.48	Couverture d'investissements nets dans une entreprise étrangère	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.49	Distribution d'avoirs non liquides aux propriétaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.50	Transferts d'actifs provenant des clients	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.51	Extinction de passifs financiers par l'apport de fonds propres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.52	Aide publique – absence de lien spécifique avec les activités d'exploitation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.53	Consolidation – entités ad hoc	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.54	Entités sous contrôle conjoint – contributions non monétaires des coentreprises	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.55	Contrats de location – incitations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

			<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Sources d'information</i> <sup>1</sup>	<i>Observations</i> <sup>2</sup>
	1.8.56	Impôts sur le résultat – variations du statut fiscal d'une entité ou de ses actionnaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.57	Évaluation de la teneur des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.58	Accords de concession de services: informations à fournir	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.59	Produits – opérations de troc comprenant des services de publicité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8.60	Immobilisations incorporelles – dépenses afférentes aux sites Internet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.9	Les sociétés cotées sont-elles tenues de publier des états financiers annuels (certifiés)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.10	Les sociétés cotées sont-elles tenues de publier des rapports intérimaires trimestriels/semestriels?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.11	La direction est-elle tenue de formuler des observations, notamment de fournir des informations sur les risques, en plus de la publication d'états financiers?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.12	Existe-t-il un cadre réglementaire pour les sociétés non cotées?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.13	Les IFRS pour les PME doivent-elles faire partie intégrante de la réglementation nationale?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.14	Existe-t-il des normes comptables locales pour les PME <sup>8</sup> ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15	Les normes comptables locales pour les PME portent-elles sur les aspects suivants, conformément à la version actuelle des IFRS pour les PME publiées par l'IASB				
Liste de contrôle des questions 1.15	1.15.1	Petites et moyennes entreprises	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.2	Notions et principes largement répandus	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.3	Présentation des états financiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.4	État de la situation financière	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.5	État du résultat global et compte de résultat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

<sup>8</sup> Si la réponse à la question 1.13 est «Oui», prière de répondre «Oui» aux questions 1.14 et 1.15.

			<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Sources d'information</i> <sup>1</sup>	<i>Observations</i> <sup>2</sup>
	1.15.6	Variation des capitaux propres et état du résultat global et des bénéfices réinvestis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.7	Tableau des flux de trésorerie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.8	Notes afférentes aux états financiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.9	États financiers consolidés et individuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.10	Méthodes comptables, estimations et erreurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.11	Instruments financiers de base	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.12	Autres questions relatives aux instruments financiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.13	Stocks	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.14	Participations dans des entreprises associées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.15	Participations dans des coentreprises	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.16	Immeubles de placement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.17	Immobilisations corporelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.18	Immobilisations incorporelles autres que la survaleur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.19	Regroupements d'entreprises et survaleur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.20	Contrats de location	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.21	Provisions et réserves pour éventualités	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.22	Dettes et capitaux propres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.23	Produits	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.24	Aides publiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.25	Coûts d'emprunt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.26	Paieement fondé sur des actions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.27	Dépréciation d'actifs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.28	Avantages du personnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.29	Impôt sur le résultat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.30	Conversion des états financiers établis en monnaie étrangère	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	1.15.31	Hyperinflation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.32	Événements postérieurs à la clôture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.33	Information relative aux parties liées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.15.34	Activités spécialisées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.16	Existe-t-il un cadre réglementaire concernant la publication d'informations par les microentreprises?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur A.1</b>				
<b>Indicateur</b>	<b>A.2</b>	<b>Secteur public<sup>9</sup>: information financière, publication d'informations financières et vérification des comptes</b>				
	2.1	Les IPSAS, telles que publiées par l'IPSASB, sont-elles obligatoires dans la réglementation nationale?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.2	Les états financiers des entités du secteur public sont-ils établis selon la version actuelle des IPSAS publiée par l'IPSASB?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3	Les normes locales prévues pour les entités du secteur public portent-elles sur les aspects suivants, conformément à la version actuelle des IPSAS publiée par l'IPSASB <sup>10</sup> ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Liste de contrôle des questions 2.3	2.3.1	Présentation des états financiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.2	Tableaux des flux de trésorerie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.3	Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.4	Effets des variations des cours des monnaies étrangères	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.5	Coûts d'emprunt	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

<sup>9</sup> Selon l'IPSASB, l'expression «secteur public» s'entend des entités relevant de gouvernements nationaux, régionaux (par exemple, État, province, territoire) et locaux (par exemple, métropole, municipalité) ainsi que des entités parapubliques, telles que les organismes, les conseils, les commissions et les entreprises.

<sup>10</sup> Si la réponse à la question est «Oui», prière de répondre «Oui» à la question 2.3.

			<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Sources d'information</i> <sup>1</sup>	<i>Observations</i> <sup>2</sup>
	2.3.6	États financiers consolidés et individuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.7	Participations dans des entreprises associées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.8	Participations dans des coentreprises	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.9	Produits des opérations de change	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.10	Information financière dans les économies hyperinflationnistes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.11	Contrats de construction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.12	Stocks	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.13	Contrats de location	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.14	Événements postérieurs à la clôture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.15	Instruments financiers: informations à fournir et présentation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.16	Immeubles de placement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.17	Immobilisations corporelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.18	Information sectorielle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.19	Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.20	Information relative aux parties liées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.21	Dépréciation d'avoirs non liquides	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.22	Publication d'informations sur le secteur public en général	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.23	Produits des opérations sans contrepartie directe (impôts et transferts)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.24	Présentation d'informations budgétaires dans les états financiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.25	Avantages du personnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.26	Dépréciation d'avoirs non liquides	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.27	Agriculture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.28	Instruments financiers: présentation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.29	Instruments financiers: comptabilisation et évaluation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.30	Instruments financiers: informations à fournir	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.31	Immobilisations incorporelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

			<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Sources d'information</i> <sup>1</sup>	<i>Observations</i> <sup>2</sup>
	2.3.32	Information financière dans le cadre de la comptabilité de trésorerie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.4	Les états financiers des entités du secteur public doivent-ils être vérifiés par un commissaire aux comptes indépendant?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.5	Les normes d'audit de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) sont-elles obligatoires dans le cadre de la réglementation nationale?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.6	Les états financiers des entités du secteur public sont-ils vérifiés par rapport à la version actuelle des normes d'audit d'INTOSAI?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.7	Le pays concerné dispose-t-il de normes locales d'audit pour les entités du secteur public <sup>11</sup> ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.8	Les normes nationales d'audit des entités du secteur public portent-elles sur les aspects suivants?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Normes générales de vérification des comptes publics</b>				
Liste de contrôle des questions 2.8	2.8.1	Embauche de personnel qualifié	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.8.2	Perfectionnement et formation du personnel des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, afin de les aider à bien s'acquitter de leurs tâches, et définition des critères de promotion des commissaires aux comptes et des autres membres du personnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.8.3	Élaboration de manuels et d'autres orientations et instructions écrites concernant la vérification des comptes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.8.4	Renforcement des compétences et de l'expérience dont disposent les institutions supérieures de contrôle des finances publiques et identification des compétences qui manquent	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.8.5	Examen de l'efficacité des normes et procédures internes des institutions supérieures de contrôle des finances publiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Normes de portée déontologique</b>				
	2.8.6	Le commissaire aux comptes et les institutions supérieures de contrôle des finances publiques doivent être indépendants les uns des autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

<sup>11</sup> Si la réponse à la question 2.5 est «Oui», prière de répondre «Oui» aux questions 2.7 et 2.8.

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	2.8.7	Les institutions supérieures de contrôle des finances publiques devraient éviter les conflits d'intérêt entre le commissaire aux comptes et l'entité auditée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.8.8	Le commissaire aux comptes et les institutions supérieures de contrôle des finances publiques doivent posséder les compétences requises	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.8.9	Le commissaire aux comptes et les institutions supérieures de contrôle des finances publiques doivent appliquer de manière adéquate les normes d'audit d'INTOSAI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Normes de contrôle des finances publiques appliquées sur le terrain</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.8.10	Planification	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.8.11	Supervision et examen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.8.12	Étude et évaluation des contrôles internes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.8.13	Respect des lois et règlements applicables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.8.14	Éléments probants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.8.15	Analyse des états financiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Normes de publication en matière de contrôle des finances publiques</b>				
	2.8.16	Élaboration d'une opinion ou d'un rapport écrits	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.8.17	Il appartient aux institutions supérieures de contrôle des finances publiques qui emploient des commissaires aux comptes de décider des mesures à prendre en cas de découverte de pratiques frauduleuses ou d'irrégularités graves	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur A.2</b>				
<b>Indicateur</b>	<b>A.3</b>	<b>Vérification des comptes</b>				
Questions	3.1	Les états financiers des entités ci-après doivent-ils être vérifiés par un commissaire aux comptes indépendant dans les cas suivants?				

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
Liste de contrôle des questions 3.1	3.1.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.1.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.1.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.1.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.2	Les états financiers des entités ci-après doivent-ils être vérifiés conformément à la version actuelle des normes internationales d'audit (ISA) publiée par l'IAASB?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.2.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.2.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.2.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.2.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.3	Existe-t-il une procédure régulière officielle pour la traduction des ISA en langue nationale <sup>12</sup> ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.4	Le pays concerné dispose-t-il de normes d'audit locales <sup>13</sup> ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.5	Existe-t-il une procédure régulière officielle pour la mise à jour des normes d'audit dans les lois, règles et règlements?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.6	Les commissaires aux comptes indépendants sont-ils tenus d'être agréés par une autorité habilitée?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.7	Le rapport des commissaires aux comptes sur une société cotée est-il consultable par le personnel et par le public?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8	Les normes nationales d'audit portent-elles sur les aspects suivants <sup>14</sup> ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Contrôle de la qualité</b>				
Liste de contrôle des questions 3.8	3.8.1	Contrôles de qualité pour les sociétés qui vérifient et examinent les états financiers, et autres contrats d'assurance et de services connexes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

<sup>12</sup> Pour les pays où l'anglais est la langue nationale, prière de répondre «Oui».

<sup>13</sup> Si la réponse à la question 3.2 est «Oui», prière de répondre «Oui» à la question 3.4.

<sup>14</sup> Si la réponse à la question 3.2 est «Oui», prière de répondre «Oui» à la question 3.8.

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
		<b>Vérification des informations financières historiques</b>				
		<i>Principes généraux et responsabilités</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.2		Objectifs généraux du commissaire aux comptes indépendant et vérification des comptes en conformité avec les ISA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.3		Accord sur les modalités des contrats d'audit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.4		Contrôle de qualité pour la vérification des états financiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.5		Documentation relative à la vérification des comptes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.6		Responsabilité des commissaires aux comptes en cas d'escroqueries décelées pendant la vérification des états financiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.7		Prise en compte des lois et règlements lors de la vérification des états financiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.8		Communication avec les responsables de la gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.9		Communication des lacunes relatives au contrôle interne avec les responsables de la gouvernance et de la gestion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<i>Évaluation des risques et mesures prises face aux risques évalués</i>				
3.8.10		Planification d'un audit des états financiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.11		Identification et évaluation des risques d'inexactitude relativement importante grâce à la compréhension de l'entité et de son environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.12		Importance relative dans la planification et l'exécution d'un audit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.13		Réactions des commissaires aux comptes face aux risques évalués	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.14		Considérations relatives à la vérification des comptes d'une entité faisant appel à une organisation de services	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.15		Évaluation des inexactitudes décelées lors d'un audit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<i>Éléments probants</i>				
3.8.16		Éléments probants, y compris considérations relatives à certains points	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.17		Confirmations externes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.18		Contrats initiaux de vérification des comptes – soldes d'ouverture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
3.8.19		Procédures analytiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	3.8.20	Vérification par sondage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.21	Vérification des estimations comptables, notamment de la juste valeur, et informations y relatives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.22	Parties liées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.23	Événements postérieurs à la clôture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.24	Entreprises en exploitation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.25	Déclarations écrites	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Prise en compte des travaux d'autrui</b>				
	3.8.26	Considérations spéciales – vérification des états financiers consolidés, y compris les travaux des auditeurs secondaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.27	Utilisation des travaux des auditeurs internes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.28	Utilisation des travaux d'experts	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Conclusions et rapports d'audit</b>				
	3.8.29	Formation d'une opinion et publication d'informations sur les états financiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.30	Modifications apportées à l'opinion figurant dans le rapport du commissaire aux comptes indépendant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.31	Importance des paragraphes de fond et d'autres paragraphes de fond dans le rapport du commissaire aux comptes indépendant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.32	Information comparative – chiffres correspondants et états financiers comparés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.33	Responsabilités du commissaire aux comptes concernant les autres informations données dans des documents qui contiennent des états financiers vérifiés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Domaines spécialisés</b>				
	3.8.34	Considérations spéciales – vérification des états financiers établis en conformité avec des cadres spéciaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.35	3.8.36 Considérations spéciales – vérification d'états financiers uniques et d'éléments, comptes ou postes particuliers d'un état financier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	3.8.37	Contrats liés à la publication d'états financiers récapitulatifs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Contrats en matière d'examen</b>				
	3.8.38	Contrats en matière d'examen des états financiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.39	Examen des informations financières provisoires par le commissaire aux comptes indépendant de l'entité concernée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Contrats en matière d'assurance autres que la vérification ou l'examen des informations financières historiques</b>				
	3.8.40	Contrats en matière d'assurance autres que la vérification ou l'examen des informations financières historiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.41	Examen des informations financières prospectives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.42	Rapports d'assurance sur les contrôles effectués dans une organisation de prestation de services	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Services connexes</b>				
	3.8.43	Contrats concernant l'application des procédures convenues en matière d'information financière	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.44	Contrats concernant la compilation d'informations financières	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur A.3</b>				
<b>Indicateur</b>	<b>A.4</b>	<b>Publication d'informations sur l'environnement, les questions sociales et la gouvernance</b>				
		<b>Gouvernance d'entreprise</b>				
Questions	4.1	Le code de gouvernance des entreprises ou d'autres réglementations contiennent-ils des orientations claires concernant la publication d'informations sur la gouvernance <sup>15</sup> ?				
Liste de contrôle des questions 4.1	4.1.1	Objectifs de la société	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

<sup>15</sup> Comme le *Guide des bonnes pratiques en matière d'information sur la gouvernance d'entreprise* de la CNUCED.

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	4.1.2	Contrôle et participations correspondantes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.1.3	Détermination et composition de la rémunération des administrateurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.1.4	Qualifications et notice biographique des administrateurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.1.5	Objectifs, systèmes et activités ayant trait à la gestion des risques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.1.6	Mécanismes protégeant les droits des autres parties prenantes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.1.7	Composition et fonction des autres structures de gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.1.8	Responsabilités du conseil en matière d'information financière	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.1.9	Procédure relative à la tenue des assemblées générales annuelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.1.10	Structures de gouvernance – comités et autres mécanismes – destinées à prévenir les conflits d'intérêts	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Questions relatives à la durabilité</b>				
	4.2	Le pays concerné oblige-t-il les sociétés à publier des informations concernant leurs émissions qui ont des incidences sur les changements climatiques <sup>16</sup> ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.3	Le pays concerné exige-t-il que l'on applique une méthode normalisée de calcul et de publication des émissions ayant des incidences sur les changements climatiques?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.4	Le pays concerné exige-t-il des sociétés qu'elles établissent des rapports sur la durabilité?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5	Le pays concerné exige-t-il l'application de normes contenant des directives claires sur la manière d'établir des rapports sur la durabilité, comme les directives de la Global Reporting Initiative sur la publication de rapports de durabilité ou les <i>Lignes directrices sur des indicateurs de la responsabilité d'entreprise dans les rapports annuels</i> de la CNUCED?				
Liste de contrôle des questions 4.5	4.5.1	Impacts économiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5.2	Impacts environnementaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

<sup>16</sup> Par exemple, en suivant les directives de la Global Reporting Initiative sur la publication d'informations.

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	4.5.3	Pratiques professionnelles, notamment questions relatives à la santé et à la sécurité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5.4	Droits de l'homme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5.5	Prévention de la corruption	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.6	Le pays concerné exige-t-il que les sociétés publient des rapports sur la durabilité conformes aux normes d'assurance internationales ou nationales (par exemple, la norme internationale ISAE3000 publiée par l'IAASB ou des normes nationales telles que celles en vigueur aux Pays-Bas, au Japon et en Suède)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.7	Le pays concerné a-t-il établi des directives concernant l'intégration d'informations sur la durabilité dans les rapports financiers annuels publiés par les sociétés?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur A.4</b>				
<b>Indicateur</b>	<b>A.5</b>	<b>Obligations en matière de publication d'informations par les entreprises: application, contrôle et respect des règles</b>				
Questions	5.1	Pour leur introduction en bourse, les entités sont-elles tenues d'établir leurs états financiers conformément à la version actuelle complète des IFRS publiée par le Conseil international des normes comptables (IASB)?				
	5.2	Les entités sont-elles tenues d'être auditées conformément à la version actuelle des ISA aux fins de leur introduction en bourse?				
	5.3	Existe-t-il une fonction de supervision qui contrôle le respect des obligations en matière de publication par les entités suivantes?				
Liste de contrôle des questions 5.3	5.3.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.3.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.3.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.3.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.4	Existe-t-il des critères professionnels pour le choix de l'équipe de contrôle?				

			<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Sources d'information</i> <sup>1</sup>	<i>Observations</i> <sup>2</sup>
Liste de contrôle des questions 5.4	5.4.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.4.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.4.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.4.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.5	Existe-t-il des critères pour le choix des sociétés ou des audits dont le respect des normes de publication doit être contrôlé?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.6	Existe-t-il des listes de contrôle permettant de s'assurer que les contrôles sont bien effectués dans tous les cas?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Liste de contrôle des questions 5.6	5.6.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.6.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.6.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.6.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.7	Lorsque le processus de contrôle révèle un cas de non-respect, existe-t-il une procédure permettant d'en informer les autorités réglementaires?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.8	Existe-t-il une fonction obligeant les entreprises à publier des informations?				
Liste de contrôle des questions 5.8	5.8.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.8.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.8.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.8.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	5.9	La fonction de contrôle est-elle habilitée à imposer des sanctions pour infraction grave à la réglementation comptable?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.10	Les cabinets d'audit sont-ils réglementés <sup>17</sup> ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.11	Les constatations sont-elles classées en fonction de critères formels?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.12	Les constatations sont-elles classées en fonction de critères normalisés?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.13	Le contrôle interne de la qualité comprend-il les procédures d'examen et de visa?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.14	Existe-t-il une méthode de communication des constatations à l'auteur, au cabinet d'audit et à l'organisme de réglementation, notamment le registre des sociétés, s'il existe, ou un organisme équivalent?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.15	Y a-t-il un processus permettant de contrôler et de garantir l'adoption de mesures correctives en cas de non-respect des normes?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur A.5</b>				
<b>Indicateur</b>	<b>A.6</b>	<b>Autorisation<sup>18</sup> des commissaires aux comptes</b>				
Questions	6.1	Existe-t-il un mécanisme d'autorisation des commissaires aux comptes?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	6.2	Y a-t-il un mécanisme garantissant l'interaction entre les systèmes d'autorisation et de sanction?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	6.3	Les individus sont-ils tenus de réussir un examen portant sur leurs compétences professionnelles pour obtenir une autorisation d'exercer?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	6.4	Les individus sont-ils tenus de suivre une formation pratique pour obtenir une autorisation d'exercer?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

<sup>17</sup> Un exemple d'organisme de réglementation est le Public Company Accounting Oversight Board aux États-Unis. C'est une société à but non lucratif chargée par le Congrès de superviser la vérification des comptes des sociétés publiques afin de protéger les intérêts des investisseurs et de promouvoir l'intérêt public dans le cadre de l'établissement de rapports d'audit informationnels, précis et indépendants.

<sup>18</sup> Les gouvernements peuvent délivrer des autorisations d'exercer et/ou de procéder aux audits prévus par la loi, mais ces pouvoirs peuvent aussi être confiés ou délégués par les gouvernements à des organismes nationaux représentant la profession comptable ou à des organes de supervision publics.

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	6.5	La formation professionnelle continue est-elle une condition de renouvellement et/ou de prolongation de l'autorisation d'exercer?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	6.6	Existe-t-il un processus permettant de contrôler la formation professionnelle continue suivie?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur A.6</b>				
<b>Indicateur</b>	<b>A.7</b>	<b>Gouvernance d'entreprise</b>				
Questions	7.1	Le pays concerné dispose-t-il d'un code ou d'autres dispositions réglementaires régissant la gouvernance d'entreprise?				
Liste de contrôle des questions 7.1	7.1.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.1.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.1.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.1.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.1.5	Entreprises publiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.2	Le code ou les dispositions réglementaires en vigueur sont-ils conformes aux <i>Principes de gouvernement d'entreprise</i> de l'OCDE?				
Liste de contrôle des questions 7.2	7.2.1	Jeter les bases d'un cadre efficace de gouvernance d'entreprise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.2.2	Droits des actionnaires et principales fonctions liées à la propriété	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.2.3	Traitement équitable des actionnaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.2.4	Rôle des parties prenantes dans la gouvernance d'entreprise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.2.5	Information et transparence	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.2.6	Responsabilités du conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

			<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Sources d'information</i> <sup>1</sup>	<i>Observations</i> <sup>2</sup>
	7.3	Le conseil d'administration <sup>19</sup> est-il tenu par la loi ou d'autres dispositions réglementaires de constituer un comité d'audit ou un organe de contrôle équivalent pour superviser l'établissement des états financiers?				
Liste de contrôle des questions 7.3	7.3.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.3.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.3.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.3.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.4	La législation exige-t-elle que quelques membres au moins du conseil d'administration, du comité d'audit ou d'un organe équivalent aient des connaissances dans le domaine financier?				
Liste de contrôle des questions 7.4	7.4.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.4.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.4.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.4.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.5	Le code de gouvernance d'entreprise du pays concerné exige-t-il des entités qu'elles constituent un comité d'audit?				
Liste de contrôle des questions 7.5	7.5.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.5.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.5.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.5.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.6	Le conseil d'administration est-il tenu par la loi ou des dispositions réglementaires de mettre en place des procédures de contrôle interne de l'établissement des états financiers?				

<sup>19</sup> Conseil d'administration ou organe suprême de direction dans le cadre d'un système dual.

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
Liste de contrôle des questions 7.6	7.6.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.6.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.6.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.6.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.7	Existe-t-il un cadre de contrôle interne <sup>20</sup> qui porte sur les aspects suivants?				
Liste de contrôle des questions 7.7	7.7.1	Cadre de contrôle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.7.2	Évaluation des risques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.7.3	Activités de contrôle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.7.4	Information et communication	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.7.5	Surveillance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.8	Le comité d'audit et/ou le conseil d'administration sont-ils tenus par la loi ou par des dispositions réglementaires de certifier que les états financiers établis par la direction de la société sont exacts?				
Liste de contrôle des questions 7.8	7.8.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.8.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.8.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.8.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur A.7</b>				

<sup>20</sup> Il pourrait s'agir du cadre intégré de contrôle interne du Comité des organisations de tutelle de la Commission Treadway et des critères du cadre de contrôle de l'Institut canadien des comptables agréés.

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
<b>Indicateur</b>	<b>A.8</b>	<b>Déontologie</b>				
Questions	8.1	Un code déontologique a-t-il été adopté?				
Liste de contrôle des questions 8.1	8.1.1	Pour les experts comptables <sup>21</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.1.2	Pour les commissaires aux comptes <sup>22</sup>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.2	Le code déontologique est-il équivalent au code déontologique actuel du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (IESBA)?				
Liste de contrôle des questions 8.2	8.2.1	Pour les experts comptables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.2.2	Pour les commissaires aux comptes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.3	Le code déontologique équivalent à la version actuelle du code déontologique de l'IESBA doit-il être respecté?				
Liste de contrôle des questions 8.3	8.3.1	Par les experts comptables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.3.2	Par les commissaires aux comptes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.4	Existe-t-il une procédure régulière officielle pour mettre à jour le code déontologique du pays concerné?				
Liste de contrôle des questions 8.4	8.4.1	Pour les experts comptables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.4.2	Pour les commissaires aux comptes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.5	Existe-t-il une procédure régulière officielle pour contrôler et s'assurer que le code déontologique est respecté?				
Liste de contrôle des questions 8.5	8.5.1	Pour les experts comptables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.5.2	Pour les commissaires aux comptes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

<sup>21</sup> Selon l'IFAC, un expert comptable est défini comme «une personne qui est membre d'un organe membre de l'IFAC».

<sup>22</sup> Un commissaire aux comptes est un expert comptable auquel a été confié ou délégué la responsabilité d'exprimer des jugements importants dans le cadre de la vérification d'informations financières historiques.

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	8.6	Existe-t-il une procédure officielle permettant au public et aux clients de déposer plainte pour non-respect du code déontologique?				
Liste de contrôle des questions 8.6	8.6.1	Par les experts comptables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.6.2	Par les commissaires aux comptes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.7	Des enquêtes sont-elles menées sur les infractions présumées au code déontologique?				
Liste de contrôle des questions 8.7	8.7.1	Des experts comptables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.7.2	Des commissaires aux comptes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.8	Toute infraction patente au code déontologique entraîne-t-elle l'annulation de l'autorisation d'exercer?				
Liste de contrôle des questions 8.8	8.8.1	Des experts comptables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.8.2	Des commissaires aux comptes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur A.8</b>				
<b>Indicateur</b>	<b>A.9</b>	<b>Enquêtes, sanctions et recours</b>				
Questions	9.1	Existe-t-il une entité qui enquête sur les travaux de membres de la profession ayant trait à la publication d'informations par les entreprises?				
Liste de contrôle des questions 9.1	9.1.1	Pour les experts comptables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.1.2	Pour les commissaires aux comptes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.2	Cette entité dispose-t-elle de personnel qualifié suffisant pour mener les enquêtes?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.3	Cette entité reçoit-elle des fonds suffisants pour gérer les procédures et enquêter sur les agissements des individus?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.4	Les informations sur les comportements répréhensibles qui risquent de donner lieu à l'ouverture d'une enquête sont-elles rendues publiques?				

			<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Sources d'information</i> <sup>1</sup>	<i>Observations</i> <sup>2</sup>
Liste de contrôle des questions 9.4	9.4.1	Pour les experts comptables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.4.2	Pour les commissaires aux comptes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.5	Cette entité peut-elle imposer des sanctions pour non-respect de la procédure d'enquête?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.6	Les dispositions et procédures relatives aux enquêtes dont font l'objet les membres de la profession sont-elles précisées dans les codes des associations?				
Liste de contrôle des questions 9.6	9.6.1	Des experts comptables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.6.2	Des commissaires aux comptes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.7	Les membres doivent-ils être indépendants du sujet de l'enquête et de toute personne ayant des liens ou des intérêts dans l'affaire qui fait l'objet de l'enquête?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.8	Existe-t-il un comité de discipline distinct qui prend des décisions disciplinaires sur les cas qui lui sont adressés par le comité d'enquête?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.9	Existe-t-il une information publique sur les types de faute professionnelle pouvant entraîner des mesures disciplinaires?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.10	Les membres du comité d'enquête sont-ils autorisés à siéger en même temps au comité de discipline lorsque la même affaire est examinée?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.11	Le comité de discipline est-il indépendant de l'accusé et des activités mises en cause?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.12	Les dispositions et procédures relatives à l'adoption de sanctions à l'encontre de comptables agréés sont-elles rendues publiques?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.13	Les dispositions et procédures relatives à l'adoption de sanctions à l'encontre de vérificateurs sont-elles rendues publiques?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.14	Existe-t-il une procédure de coordination des enquêtes simultanées?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.15	Existe-t-il une procédure ou un organe d'appel distinct du comité de discipline et du comité d'enquête?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.16	Une personne ayant siégé au comité d'enquête ou au comité de discipline est-elle autorisée à siéger à l'organe d'appel?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	9.17	Les membres de l'organe d'appel doivent-ils être indépendants de l'accusé et des autres personnes entendues dans le cadre de l'affaire?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	9.18	La loi et/ou les règlements prévoient-ils un délai pour la résolution d'une affaire (procédure complète)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur A.9</b>				
		<b>Total du pilier A</b>				
<b>V. Pilier B – Cadre institutionnel</b>						
Indicateur	B.1	Responsabilités institutionnelles				
Questions	1.1	Les responsabilités institutionnelles concernant la promulgation de normes comptables sont-elles clairement établies?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.2	Les responsabilités institutionnelles concernant la promulgation de normes d'audit sont-elles clairement définies?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.3	Les responsabilités institutionnelles concernant la promulgation de normes comptables du secteur public sont-elles clairement définies?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.4	Les responsabilités institutionnelles concernant l'application des normes sont-elles clairement définies?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Liste de contrôle des questions 1.4	1.4.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.4.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.4.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.4.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.4.5	Sociétés non cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.4.6	PME	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.5	Les responsabilités institutionnelles concernant le contrôle de la publication d'états financiers par les entreprises sont-elles clairement définies?				
Liste de contrôle des questions 1.5	1.5.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	1.5.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.5.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.5.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.5.5	Sociétés non cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.5.6	PME	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.6	Le système de contrôle relève-t-il de la responsabilité d'une institution indépendante de la profession comptable?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.7	Existe-t-il une entité chargée du contrôle des commissaires aux comptes?				
Liste de contrôle des questions 1.7	1.7.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.7.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.7.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.7.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.8	Les responsabilités institutionnelles concernant la réglementation des marchés boursiers sont-elles clairement définies?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.9	Les responsabilités institutionnelles en matière de déontologie sont-elles clairement définies?				
Liste de contrôle des questions 1.9	1.9.1	Pour les experts comptables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.9.2	Pour les commissaires aux comptes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.10	Le pays possède-t-il un ou plusieurs organes reconnus (publics ou privés) chargés de promouvoir les bonnes pratiques en matière de gouvernance d'entreprise (par exemple, une organisation patronale)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.11	Le pays possède-t-il un ou plusieurs organes reconnus (publics ou privés) chargés de promouvoir les bonnes pratiques relatives à la responsabilité sociale des entreprises (par exemple, un centre de la responsabilité d'entreprise, un forum de l'investissement social ou un chapitre national du Pacte mondial)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur B.1</b>				

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
<b>Indicateur</b>	<b>B.2</b>	<b>Coordination</b>				
Questions	2.1	Existe-t-il un dispositif local de coordination chargé d'assurer la cohérence des textes législatifs adoptés qui touchent à la publication d'informations par les entreprises?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.2	Existe-t-il un mécanisme local chargé de s'assurer de l'harmonisation des normes comptables et des normes d'audit?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3	Existe-t-il un mécanisme local d'échange d'informations entre les institutions participant à la publication d'informations par les entreprises?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur B.2</b>				
<b>Indicateur</b>	<b>B.3</b>	<b>Financement</b>				
Questions	3.1	Existe-t-il des modalités de financement à long terme des organes de réglementation comptable?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.2	Existe-t-il une procédure régulière officielle permettant de s'assurer que les modalités de financement des organes de réglementation comptable n'influent pas sur leur indépendance <sup>23</sup> ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.3	Des modalités de financement à long terme des organes de réglementation des commissaires aux comptes existent-elles?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.4	Existe-t-il une procédure régulière officielle pour s'assurer que les modalités de financement des organes de réglementation des commissaires aux comptes n'influent pas sur leur indépendance?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.5	Existe-t-il des modalités de financement à long terme des activités relatives au contrôle et au respect des normes?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.6	Existe-t-il une procédure régulière officielle permettant de s'assurer que les modalités de financement des activités de contrôle et de respect des normes n'influent pas sur leur indépendance?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

<sup>23</sup> Par indépendance on entend le fait que l'objectivité est préservée et que les activités sont menées sans faire l'objet de pressions ou sans bénéficier à une partie donnée.

			<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Sources d'information</i> <sup>1</sup>	<i>Observations</i> <sup>2</sup>
	3.7	Existe-t-il des modalités de financement à long terme des procédures d'enquête et de sanction?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8	Existe-t-il une procédure régulière officielle permettant de s'assurer que les modalités de financement des procédures d'enquête et de sanction n'influent pas sur leur indépendance?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.9	Existe-t-il des modalités de financement à long terme pour les normes comptables du secteur public?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.10	Existe-t-il un mécanisme qui exige la publication d'informations sur la source des fonds?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.11	Existe-t-il un mécanisme qui exige la publication d'informations sur l'emploi des fonds?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur B.3</b>				
<b>Indicateur</b>	<b>B.4</b>	<b>Organisations comptables professionnelles</b>				
Questions	4.1	Existe-t-il au moins une organisation comptable professionnelle dans le pays?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.2	S'il existe plus d'une organisation comptable professionnelle dans le pays, y a-t-il un mécanisme de coordination entre elles?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.3	Existe-t-il au moins une organisation comptable professionnelle membre de l'IFAC (membre à part entière ou associé)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.4	Cette organisation fait-elle de son mieux pour respecter les déclarations des obligations des membres (SMO) de l'IFAC?				
Liste de contrôle des questions 4.4	4.4.1	SMO 1: Assurance de qualité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.4.2	SMO 2: Normes internationales de formation des experts-comptables et autres orientations de l'IAESB	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.4.3	SMO 3: Normes internationales, déclarations sur les pratiques connexes et autres documents publiés par l'IAESB	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.4.4	SMO 4: Code de déontologie de l'IFAC destiné aux experts-comptables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.4.5	SMO 5: Normes comptables internationales du secteur public et autres orientations de l'IPSASB	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

			<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Sources d'information</i> <sup>1</sup>	<i>Observations</i> <sup>2</sup>
	4.4.6	SMO 6: Enquêtes et sanctions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.4.7	SMO 7: Normes internationales d'information financière	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5	L'organisation comptable professionnelle conserve-t-elle la capacité organisationnelle de bien fonctionner?				
Liste de contrôle des questions 4.5	4.5.1	L'organisation comptable professionnelle dispose-t-elle de statuts écrits?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5.2	L'organisation comptable professionnelle est-elle régie par un conseil d'administration?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5.3	Existe-t-il une distinction claire entre les responsabilités des membres du conseil et celle du personnel?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5.4	L'organisation comptable professionnelle s'est-elle vu confier un mandat approuvé par ses membres?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5.5	L'organisation comptable professionnelle utilise-t-elle des méthodes de planification stratégique?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5.6	L'organisation comptable professionnelle emploie-t-elle du personnel permanent bien formé?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5.7	L'organisation comptable professionnelle est-elle économiquement viable?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5.8	La majorité des experts-comptables et des commissaires aux comptes du pays sont-ils membres de l'organisation comptable professionnelle?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5.9	Existe-t-il un système opérationnel de contrôle interne et de publication et d'enregistrement d'informations financières?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5.10	Des audits financiers annuels des états financiers des organisations comptables professionnelles sont-ils réalisés?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5.11	Les résultats des audits des états financiers sont-ils communiqués aux membres et rendus publics (par exemple, sur demande, sur Internet)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5.12	Un pourcentage notable des ressources financières de l'organisation comptable professionnelle provient-il de sources locales (membres, étudiants, entreprises, gouvernement national, personnes)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

			<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Sources d'information</i> <sup>1</sup>	<i>Observations</i> <sup>2</sup>
	4.6	L'organisation comptable professionnelle entretient-elle un dialogue actif avec les universités, le Ministère de l'éducation et d'autres entités analogues afin d'améliorer les matières enseignées, les cours dispensés et les sujets couverts dans les domaines de la comptabilité, de la vérification des comptes et des connaissances commerciales?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.7	Suit-elle les dialogues directifs sur la comptabilité et la vérification des comptes et y participe-t-elle?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.8	Les services, efforts et activités de l'organisation comptable professionnelle font-ils l'objet d'une reconnaissance internationale?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.9	Les services, efforts et activités de l'organisation comptable professionnelle font-ils l'objet d'une reconnaissance au niveau régional?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.10	L'organisation comptable professionnelle entretient-elle une bonne image publique?				
Liste de contrôle des questions 4.10	4.10.1	L'organisation comptable professionnelle mène-t-elle une campagne active visant à accroître la confiance du public dans l'association et dans les professions d'expert-comptable ou de commissaire aux comptes?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.10.2	L'organisation comptable professionnelle entretient-elle de bonnes relations de travail avec les représentants publics locaux et nationaux?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.10.3	L'organisation comptable professionnelle fait-elle connaître ses services, ses efforts et ses activités (appelle les médias, écrit des éditoriaux dans les journaux, etc.) afin de promouvoir son image publique?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur B.4</b>				
		<b>Total du pilier B</b>				

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
<b>VI. Pilier C – Capacités humaines</b>						
Indicateur	C.1	Évaluation générale				
Questions	1.1	Le nombre de comptables qualifiés <sup>24</sup> dans le pays répond-il à la demande?				
Liste de contrôle des questions 1.1	1.1.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.1.2	Secteur bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.1.3	Secteur des assurances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.1.4	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.1.5	PME	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.1.6	Organismes publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.2	Le nombre de commissaires aux comptes qualifiés <sup>25</sup> dans le pays répond-il à la demande?				
Liste de contrôle des questions 1.2	1.2.1	Sociétés cotées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.2.2	Autres entités d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.2.3	PME	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.2.4	Organismes publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.3	Existe-t-il une coordination entre les établissements d'enseignement général et les institutions de formation professionnelle sur le plan du cursus et des connaissances requises?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	1.4	Le pays propose-t-il des incitations ou des activités visant à retenir les comptables et les commissaires aux comptes sur le marché du travail local?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur C.1</b>				

<sup>24</sup> Comptables agréés.

<sup>25</sup> Commissaires aux comptes agréés.

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
<b>Indicateur</b>	<b>C.2</b>	<b>Enseignement et formation professionnels</b>				
		<b>Conditions d'admission au programme d'enseignement de la comptabilité</b>				
Questions	2.1	Les conditions d'admission sont-elles conformes à la version actuelle des normes internationales de formation (IES) publiées par l'IAESB?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Contenu des programmes d'enseignement de la comptabilité</b>				
	2.2	Les connaissances comptables, financières et autres à acquérir dans le programme d'enseignement portent-elles sur les domaines ci-après, comme l'exigent les IES publiés par l'IAESB?				
Liste de contrôle des questions 2.2	2.2.1	Comptabilité et information financières	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.2.2	Comptabilité et contrôle de gestion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.2.3	Fiscalité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.2.4	Droit des affaires et droit commercial	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.2.5	Vérification des comptes et assurance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.2.6	Ressources et gestion financières	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.2.7	Valeurs et déontologie professionnelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3	Les connaissances organisationnelles et commerciales inscrites dans le programme d'enseignement portent-elles sur les sujets suivants?				
Liste de contrôle des questions 2.3	2.3.1	Économie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.2	Environnement commercial	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.3	Gouvernance d'entreprise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.4	Déontologie des affaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.5	Marchés financiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.6	Méthodes quantitatives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.7	Gestion et prise de décisions stratégiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.8	Commercialisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.9	Commerce international et mondialisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.3.10	Comportement organisationnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	2.4	Le volet technologies de l'information (TI) du programme d'enseignement porte-t-il sur les points suivants?				
Liste de contrôle des questions 2.4	2.4.1	Connaissance générale des TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.4.2	Connaissances relatives à la maîtrise des TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.4.3	Compétences relatives à la maîtrise des TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.4.4	Compétences des utilisateurs de TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.4.5	Une compétence ou un mélange de compétences ayant trait à la gestion, à l'évaluation ou à la conception de systèmes d'information	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.5	Les programmes de formation de commissaires aux comptes consacrent-ils un volet à la vérification d'informations financières historiques à un niveau avancé, qui porte notamment sur les aspects suivants?				
Liste de contrôle des questions 2.5	2.5.1	Meilleures pratiques de vérification des informations financières historiques, notamment questions actuelles et faits nouveaux pertinents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.5.2	Normes ISA et exposés des pratiques internationales d'audit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.5.3	Autres normes ou lois applicables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.6	Les programmes d'enseignement destinés aux commissaires aux comptes comportent-ils un volet sur la comptabilité et l'information financières à un niveau avancé, qui porte notamment sur les points suivants?				
Liste de contrôle des questions 2.6	2.6.1	Procédures et pratiques de comptabilité et d'information financière, notamment questions actuelles et faits nouveaux pertinents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.6.2	IFRS et/ou autres normes ou lois applicables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.7	Les programmes de formation de commissaires aux comptes comportent-ils un volet sur les systèmes d'information pour la comptabilité et l'information financières, notamment les questions actuelles et les faits nouveaux pertinents?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2.8	Les programmes de formation de commissaires aux comptes comprennent-ils un volet consacré au cadre d'évaluation des contrôles et des risques dans les systèmes de comptabilité et d'information qui sont adaptés à la vérification de l'information financière historique?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur C.2</b>				

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
<b>Indicateur</b>	<b>C.3</b>	<b>Compétences professionnelles et enseignement général</b>				
	3.1	Compétences intellectuelles: le programme contribue-t-il à une meilleure connaissance, compréhension, application, analyse, synthèse (associer les connaissances de divers domaines, prévoir et tirer des conclusions) et évaluation des sujets de comptabilité?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Questions	3.2	Compétences intellectuelles: le programme contribue-t-il à une meilleure connaissance, compréhension, application, analyse, synthèse et évaluation des sujets d'audit?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.3	Les programmes mettent-ils l'accent sur les compétences techniques et fonctionnelles ci-après?				
Liste de contrôle des questions 3.3	3.3.1	Calcul (applications mathématiques et statistiques) et maîtrise des pays	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.3.2	Modélisation des décisions et analyse des risques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.3.3	Évaluation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.3.4	Information	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.3.5	Respect des normes législatives et commentaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.4	Les programmes mettent-ils l'accent sur les compétences personnelles ci-après?				
Liste de contrôle des questions 3.4	3.4.1	Autogestion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.4.2	Initiative, influence et autoapprentissage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.4.3	Aptitude à choisir et à fixer des priorités dans le cadre de ressources restreintes et à organiser le travail de manière à tenir des délais serrés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.4.4	Scepticisme professionnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.5	Les programmes mettent-ils l'accent sur les compétences ci-après ayant trait aux relations humaines et à la communication?				
Liste de contrôle des questions 3.5	3.5.1	Travailler avec d'autres personnes dans le cadre d'un processus de consultation, afin de faire face aux conflits et de les résoudre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.5.2	Travailler en équipe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.5.3	Négocier des solutions et accords acceptables dans des situations professionnelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	3.5.4	Exposer, analyser, faire connaître et défendre les points de vue de manière efficace par des formes de communication officielles, informelles, écrites et orales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.6	Les programmes mettent-ils l'accent sur les compétences ci-après ayant trait à la gestion organisationnelle et commerciale?				
Liste de contrôle des questions 3.6	3.6.1	Planification stratégique, gestion des projets, gestion des personnes et des ressources, et prise de décisions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.6.2	Aptitude à organiser et à déléguer les tâches, à motiver les personnes et à contribuer à leur perfectionnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.6.3	Aptitude à diriger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.6.4	Jugement professionnel et discernement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.7	Compétences intellectuelles: À côté des autres compétences, les programmes de formation de commissaires aux comptes agréés visent-ils en particulier à contribuer à une meilleure connaissance, compréhension, application, analyse, synthèse (associer les connaissances de plusieurs domaines, prévoir et tirer les conclusions) et évaluation des sujets de comptabilité et d'audit?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8	Outre les autres compétences, les programmes de formation de commissaires aux comptes agréés mettent-ils l'accent sur les domaines d'application ci-après dans le contexte de la vérification de comptes?				
Liste de contrôle des questions 3.8	3.8.1	Identifier et résoudre les problèmes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.2	Entreprendre des recherches techniques appropriées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.3	Travailler en équipe de manière efficace	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.8.4	Réunir et évaluer les éléments probants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.9	Outre les autres compétences, les programmes de formation de commissaires aux comptes agréés mettent-ils l'accent sur une application avancée dans le cadre de la vérification de comptes?				
Liste de contrôle des questions 3.9	3.9.1	Appliquer les normes et orientations pertinentes en matière d'audit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.9.2	Évaluer l'application des normes d'information financière pertinentes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.9.3	Démontrer des aptitudes en matière d'enquête, de pensée logique abstraite et d'analyse critique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

			<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Sources d'information</i> <sup>1</sup>	<i>Observations</i> <sup>2</sup>
	3.9.4	Faire preuve de scepticisme professionnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.9.5	Exprimer un jugement professionnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.9.6	Faire face aux conflits et les résoudre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Valeurs, déontologie et comportement professionnels</b>				
	3.10	Le volet déontologie de l'enseignement professionnel porte-t-il sur les points suivants?				
Liste de contrôle des questions 3.10	3.10.1	Définition de la déontologie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.10.2	Différence entre l'établissement de règles détaillées et de cadres en matière de déontologie, leurs avantages et leurs inconvénients	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.10.3	Respect des principes déontologiques fondamentaux d'intégrité, d'objectivité, de compétence et de diligence professionnelles, et de confidentialité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.10.4	Comportement professionnel et respect des normes techniques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.10.5	Notions d'indépendance, de scepticisme, de responsabilité et d'attentes du public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.10.6	Déontologie et profession: responsabilité sociale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.10.7	Déontologie et législation, notamment relation entre les lois, les règlements et l'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.10.8	Conséquences de manquements à la déontologie pour un individu, la profession et la société en général	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.10.9	Déontologie en rapport avec les affaires et la bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.10.10	Déontologie et attitude de l'expert-comptable: dénonciation d'abus, conflits d'intérêts, dilemmes éthiques et leur résolution	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3.11	Les individus sont-ils tenus de suivre les valeurs, la déontologie et le comportement professionnels exigés dans le cadre d'un audit avant de devenir commissaire aux comptes?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur C.3</b>				

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
<b>Indicateur</b>	<b>C.4</b>	<b>Évaluation des aptitudes et des compétences en matière de comptabilité</b>				
Questions	4.1	Le dispositif ou mécanisme d'agrément prévoit-il une évaluation (examen) obligatoire préalablement à l'agrément?				
Liste de contrôle des questions 4.1	4.1.1	Pour les comptables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.1.2	Pour les commissaires aux comptes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.2	Ces évaluations donnent-elles lieu à des résultats cohérents et objectifs et les méthodes utilisées sont-elles généralement acceptées?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.3	L'évaluation est-elle uniforme pour tous les étudiants en comptabilité?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.4	L'évaluation est-elle écrite et réalisée par des personnes qualifiées et approuvées?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.5	Existe-t-il des exigences en matière de formation préalable <sup>26</sup> , qui portent sur les connaissances, compétences, valeurs, principes déontologiques et comportements professionnels?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4.6	L'évaluation (examen) porte-elle sur les connaissances professionnelles, les compétences professionnelles et les valeurs, principes déontologiques et comportements professionnels?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur C.4</b>				
<b>Indicateur</b>	<b>C.5</b>	<b>Expérience pratique requise</b>				
Questions	5.1	L'agrément est-il conditionné à une période définie d'expérience pratique pendant laquelle l'intéressé exerce les fonctions de comptable?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.2	La période d'expérience pratique requise pour obtenir l'agrément est-elle de trois ans au moins?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

<sup>26</sup> Selon l'IAESB, la formation préalable est la période précédant la formation d'un individu membre d'un organe membre de l'IFAC. Le terme «formation préalable» est généralement associé aux activités et conditions de perfectionnement des personnes qui n'ont pas encore obtenu de qualification professionnelle.

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	5.3	L'organe professionnel et/ou l'organisme public délivrant l'agrément exige-t-il des intéressés un justificatif de leur expérience pratique en vue de leur agrément?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.4	L'organe professionnel ou l'organe public compétent gère-t-il un système d'évaluation et d'approbation du cadre professionnel avant le début de la période d'expérience pratique du candidat?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.5	Est-ce qu'un système de suivi permettant de contrôler et d'indiquer l'expérience pratique obtenue est en place?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5.6	Les compétences que doivent acquérir les experts-comptables font-elles l'objet d'un examen périodique (au moins une fois par an) afin de s'assurer que l'expérience pratique acquise est pertinente et appropriée?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur C.5</b>				
<b>Indicateur</b>	<b>C.6</b>	<b>Formation professionnelle continue</b>				
Questions	6.1	Des cours/programmes de formation professionnelle continue sont-ils dispensés par l'organe professionnel, les universités, les organes publics et/ou toute autre institution?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	6.2	Les personnes qualifiées sont-elles tenues de suivre au moins cent vingt heures de formation professionnelle pertinente ou de réunir des unités de valeur équivalentes pendant chaque période glissante de trois ans?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	6.2.1	Les personnes qualifiées peuvent-elles prouver qu'elles ont suivi la formation professionnelle continue requise au moyen d'une approche fondée sur les résultats <sup>27</sup> ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	6.3	Le type de formation professionnelle continue ou le nombre de cours suivis sont-ils contrôlés selon une procédure établie?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	6.4	La qualification (agrément) peut-elle être retirée si le nombre d'heures de cours ou si le type de formation ne conviennent pas?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

<sup>27</sup> Selon les normes IES, les organes membres qui ont adopté une approche fondée sur les résultats devraient exiger des experts-comptables qu'ils entretiennent et développent les compétences pertinentes en fournissant périodiquement un justificatif qui soit a) objectivement vérifié par une source compétente et b) évalué selon une méthode d'évaluation des compétences valable.

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
	6.5	Une formation professionnelle continue est-elle nécessaire pour le renouvellement et/ou la prolongation de l'autorisation d'exercer?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	6.6	Une procédure de contrôle de la formation professionnelle continue acquise est-elle en place?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur C.6</b>				
<b>Indicateur</b>	<b>C.7</b>	<b>Formation spécialisée<sup>28</sup></b>				
Questions	7.1	Le programme de formation comprend-il une formation spécialisée en comptabilité?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.2	Le programme comprend-il une formation spécialisée dans le domaine de la vérification des comptes?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.3	Le personnel des organismes de réglementation suit-il une formation obligatoire ayant trait à la chaîne d'information?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.4	L'organe responsable de la promotion des bonnes pratiques dans la gouvernance d'entreprise dispense-t-il aux cadres un enseignement et une formation sur les bonnes pratiques de la gouvernance d'entreprise et les questions relatives à la publication d'informations?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	7.5	L'organe responsable de la promotion de bonnes pratiques dans le domaine de la responsabilité sociale d'entreprise dispense-t-il aux cadres un enseignement et une formation dans ce domaine et au sujet des questions relatives à la publication d'informations, notamment la durabilité et les changements climatiques?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur C.7</b>				

<sup>28</sup> Par exemple, dans les domaines de l'audit interne, de la gestion financière publique, de l'appréciation de la juste valeur, de la fiscalité, de la solvabilité, etc.

			Oui	Non	Sources d'information <sup>1</sup>	Observations <sup>2</sup>
<b>Indicateur</b>	<b>C.8</b>	<b>Conditions à remplir par les techniciens comptables</b>				
Questions	8.1	Les programmes de formation dispensés dans le pays englobent-ils aussi les techniciens comptables <sup>29</sup> ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.2	Existe-t-il un cursus type pour les techniciens comptables?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.3	Une expérience pratique est-elle requise pour les techniciens comptables?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.4	Les techniciens comptables doivent-ils passer un examen?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8.5	Les techniciens comptables doivent-ils suivre une formation continue?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
		<b>Total de l'indicateur C.8</b>				
		<b>Total du pilier C</b>				
<b>VII. Pilier D – Processus de renforcement des capacités</b>						
Questions	1	Existe-t-il un plan d'action national stratégique pour le renforcement des capacités concernant la publication d'informations par les entreprises?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	2	Le plan national stratégique consiste-t-il en un plan intégré associant l'organisation comptable professionnelle, les pouvoirs publics et d'autres parties prenantes?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	3	Existe-t-il un organe globalement responsable du plan d'action national?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	4	Le plan d'action national est-il mis en œuvre?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	5	Le plan d'action national fait-il l'objet d'un examen annuel par rapport à des critères de comparaison prédéterminés?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	6	Des ressources financières ont-elles été allouées au plan d'action?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

<sup>29</sup> Un technicien comptable est une personne qualifiée qui effectue de nombreuses tâches quotidiennes de comptabilité. Les techniciens comptables peuvent travailler seuls dans de petites organisations. Toutefois, dans les grandes organisations, ils aident normalement les comptables. Ils travaillent généralement au niveau opérationnel et prennent des décisions correspondant à leurs fonctions, sous la direction d'un comptable, le cas échéant. Ils travaillent dans tous les types d'organisation, notamment dans le secteur du commerce et de l'industrie, dans la fonction publique, dans les services publics et dans des cabinets privés. Ils peuvent évoluer vers des postes plus élevés ou acquérir des qualifications plus poussées lorsqu'ils ont achevé leur formation de technicien comptable.

			<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Sources d'information</i> <sup>1</sup>	<i>Observations</i> <sup>2</sup>
	7	Des mécanismes de communication et de publicité ont-ils été mis en place pour promouvoir le plan d'action?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	8	Le pays a-t-il évalué sa situation actuelle dans le domaine du renforcement des capacités relatives à la publication d'informations de qualité par les entreprises, au moyen des rapports sur l'observation des normes et des codes, de programmes de l'IFAC ou d'enquêtes nationales?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		



**Conférence des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr. générale  
30 septembre 2011  
Français  
Original: anglais

---

**Conseil du commerce et du développement**  
**Commission de l'investissement, des entreprises et du développement**  
**Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes  
internationales de comptabilité et de publication**  
**Vingt-huitième session**  
Genève, 12-14 octobre 2011  
Point 3 de l'ordre du jour provisoire  
**Cadre pour le renforcement des capacités concernant  
la publication d'informations de qualité par les entreprises**

**Cadre pour le renforcement des capacités concernant  
la publication d'informations de qualité par les entreprises:  
questionnaire d'évaluation**

**Note du secrétariat de la CNUCED**

**Rectificatif**

**Paragraphe 12**

1. *Au lieu de l'indicateur I lire l'indicateur i.*

**Note de bas de page 1**

1. *Substituer* au texte actuel:

<sup>1</sup> Exemple concernant le pilier A:

- Dans les 9 indicateurs du pilier A, l'indicateur A.1 comprend 16 questions et les questions 1, 2, 8 et 15 font l'objet d'une liste de contrôle.
- L'évaluation des capacités au titre du pilier A correspondra à la somme des 9 indicateurs (information financière; secteur public; vérification des comptes; publication d'informations sur l'environnement, les questions sociales et la gouvernance; application, contrôle et respect; autorisation des commissaires aux comptes; gouvernance d'entreprise; déontologie; enquêtes, sanctions et recours) divisée par 9.

- L'évaluation des capacités dans chacun des neuf domaines (indicateurs) du pilier A se fera en utilisant la formule indiquée au paragraphe 12.
- L'indicateur A.1 comprend 16 questions, dont 2 (questions 1 et 2) sont assorties de 4 questions de contrôle, une autre (question 8) de 60 questions et une dernière (question 15) de 34 questions. Si, par exemple, on arrive à 6 réponses positives sur les 12 questions sans liste de contrôle et à des réponses positives à toutes les questions (1, 2, 8 et 15), qui font l'objet d'une liste de contrôle, la formule utilisée sera la suivante:

$$\frac{[4/4 + 4/4 + 1/1 + 1/1 + 0/1 + 1/1 + 1/1 + 60/60 + 0/1 + 0/1 + 0/1 + 0/1 + 0/1 + 1/1 + 34/34 + 1/1]}{16} = 0,625$$

- La formule destinée à évaluer les capacités au titre du pilier A est la suivante:

$$\text{Résultat total de l'indicateur A} = \sum A_i/9$$

$A_i$  correspondant aux capacités évaluées pour chacun des indicateurs du pilier A et 9 étant le nombre d'indicateurs du pilier A.

### Liste de contrôle des questions 3.8, page 21

1. *Supprimer* 3.8.36 de la colonne 3.
2. *Lire* comme suit les *chiffres* figurant dans les rubriques venant après 3.8.35 et précédés du texte suivant:

- 3.8.36 Contrats liés à la publication d'états financiers récapitulatifs
- 3.8.37 Contrats en matière d'examen des états financiers
- 3.8.38 Examen des informations financières provisoires par le commissaire aux comptes indépendant de l'entité concernée
- 3.8.39 Contrats en matière d'assurance autres que la vérification ou l'examen des informations financières historiques
- 3.8.40 Examen des informations financières prospectives
- 3.8.41 Rapports d'assurance sur les contrôles effectués dans une organisation de prestation de services
- 3.8.42 Contrats concernant l'application des procédures convenues en matière d'information financière
- 3.8.43 Contrats concernant la compilation d'informations financières